

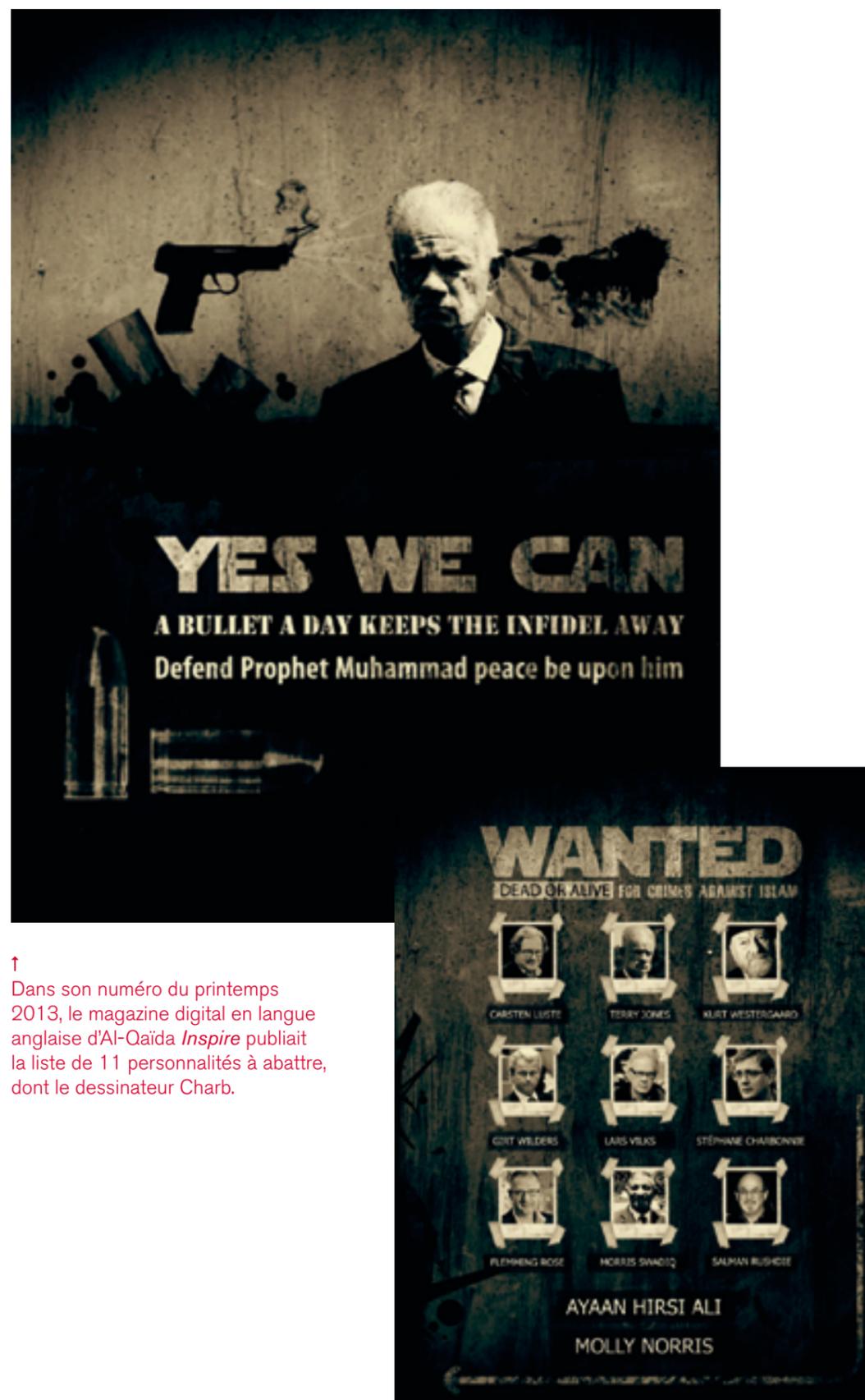


LE DJIHAD CONTRE LES JOURNALISTES

**REPORTERS
SANS FRONTIERES**
POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION

SOMMAIRE

SUR LES LISTES NOIRES D'INSPIRE	5
1. DANS LA TÊTE DES DJIHADISTES	6
Les onze commandements de Deir ez-Zor	9
2. UNE VIOLENCE DÉBRIDÉE CONTRE LES JOURNALISTES	10
Le risque de la crucifixion	10
Une industrie des otages	12
En Libye, en Somalie et au Nigeria aussi	13
3. LA MACHINE DE PROPAGANDE DE DAECH	16
Les « émirs de l'info »	17
L'utopie djihadiste	18
Des orfèvres de l'hyperviolence	19
John Cantlie, un otage instrumentalisé	20
4. LE REPORTAGE SUR LES TERRES DU DJIHAD : MISSION IMPOSSIBLE ?	22
Les limites du reportage <i>embedded</i>	22
Minimiser les risques sur le terrain	24
L'art d'enquêter à distance	25
5. LES EFFETS COLLATÉRAUX DE LA LUTTE CONTRE LE DJIHADISME	28



↑ Dans son numéro du printemps 2013, le magazine digital en langue anglaise d'Al-Qaïda *Inspire* publiait la liste de 11 personnalités à abattre, dont le dessinateur Charb.

SUR LES LISTES NOIRES D'INSPIRE

Dès 2013, la photo de Stéphane Charbonnier, alias Charb, figurait sur une double page du numéro 10 d'*Inspire*, la « revue officielle » d'Al-Qaïda dans la péninsule arabe (AQPA). Avec cette formule glaçante pour légende : « *Yes we can*, une balle par jour maintient les infidèles à distance. » Le directeur de *Charlie Hebdo* était ainsi désigné parmi dix cibles – une liste dont faisait également partie Flemming Rose, le rédacteur en chef du quotidien danois *Jyllands-Posten* qui avait publié les caricatures de Mahomet, ainsi que l'auteur des *Versets sataniques* Salman Rushdie. Charb a été assassiné le 7 janvier 2015 avec ses consœurs et confrères de *Charlie*.

« La poussière ne retombera jamais. » Sous ce titre, le premier numéro d'*Inspire* consacrait, dès l'été 2010, huit pages aux caricatures de Mahomet publiées cinq ans plus tôt par le quotidien danois. Un dossier en forme d'avis de recherche et de permis de tuer. Sur une page qu'illustre la photo menaçante d'un Colt 45, neuf noms étaient jetés en pâture aux djihadistes. Dont cinq de journalistes et collaborateurs de presse : Flemming Rose y figurait déjà parmi les hommes à abattre, aux côtés notamment de l'un des dessinateurs, Kurt Westergaard, et de l'un des auteurs des caricatures, Lars Vilks.

Pour les djihadistes d'Irak et de Syrie, les journalistes ne sont pas, comme dans les dictatures ou régimes autoritaires classiques, des témoins gênants à faire taire. Ils sont des objectifs militaires à éliminer purement et simplement. Pour preuve, la liste publiée par *Inspire* dans sa livraison de mai 2012 (n° 9). Les rédacteurs soulignent que le djihad doit viser, outre les dirigeants politiques, les grandes infrastructures économiques et les installations militaires, « les personnalités des médias et les médias qui conduisent la guerre contre les Musulmans et justifient les attaques contre eux ». D'observateur plus ou moins toléré, le journaliste devient, dans ce schéma idéologique, un belligérant qu'il convient d'éliminer, un soldat de cette armée ennemie qu'est le reste du monde.

C'est ainsi qu'est présenté l'attentat contre la rédaction de *Charlie Hebdo*, le 7 janvier 2015 (onze morts dont huit collaborateurs du journal). Dans le numéro 14 de la revue *Inspire*, paru à l'été 2015, la tuerie est qualifiée de « 11 septembre de la France ». Autrement dit une opération qui dépasse la vindicte contre les caricatures de Mahomet pour s'inscrire dans la continuité de l'attaque des tours jumelles de New York en 2001, acte de guerre contre l'Amérique et l'Occident en général.

La menace est toujours présente. Dans ce même numéro 14 d'*Inspire*, les djihadistes ne font pas mystère de leur intention de frapper à nouveau. Un premier avertissement vise le dessinateur Luz, une des figures de *Charlie Hebdo* qui, arrivé en retard au travail le matin de la tragédie, avait échappé au massacre. *Inspire* l'apostrophe en ces termes : « Qui peut garantir ta liberté, Luz ? » Le second avertissement, lui, s'adresse à toute la rédaction : « À *Charlie Hebdo*... Si vous recommencez, nous reviendrons. »

1 DANS LA TÊTE DES DJIHADISTES

Prise de guerre, monnaie d'échange ou instrument de propagande ? Aux yeux des terroristes islamistes, le journaliste peut être instrumentalisé à volonté : selon les circonstances, sa nationalité, son profil et le contenu de son travail.

→ En 2010, le djihadiste irakien Abou Bakr Al-Baghdadi prend la tête de l'État islamique en Irak et au Levant, groupe armé salafiste djihadiste et terroriste. En 2014 il se proclame calife de l'État islamique, sous le nom d'Ibrahim, affirmant ainsi devenir le commandeur des



« Les journalistes qui écrivent contre l'État islamique sont considérés comme des soldats ennemis et, à ce titre, comme des cibles à abattre », estime le chercheur Romain Caillet, spécialiste du djihadisme, ancien enseignant à l'Institut français du Proche-Orient¹. Daech est en rupture avec d'autres groupes islamistes, comme les Frères musulmans, qui n'exécuteraient jamais un journaliste hostile à leur idéologie. Mais pour l'EI, « un article à charge est un acte de guerre », poursuit le chercheur. Les principales victimes de cette vision du monde de Daech sont les journalistes

locaux, fichés, intimidés, persécutés et exécutés par les combattants de l'EI : la prise de Mossoul en juin 2014 s'est soldée par la mort de treize journalistes, selon une enquête de l'ONG irakienne Journalistic Freedom Observatory et Reporters sans frontières (RSF)².

1.

Interviewé par Reporters sans frontières, 22 décembre 2015.

2.

« Mosul journalists are dying amid resounding silence », octobre 2015.

3.

Voir à ce sujet la troisième partie de ce rapport, « Dans la machine de propagande de Daech ».

Spectaculaire par sa violence, le traitement de la presse par Daech – l'acronyme arabe pour l'État islamique en Irak et au Levant – ne se résume pourtant pas aux décapitations de journalistes étrangers pris en otage (les Américains James Foley et Steven Sotloff, le Japonais Kenji Goto...), dont la barbarie a été savamment mise en scène par les propagandistes du « califat ». Pour les djihadistes, le « bon » journaliste n'est pas forcément le journaliste mort. Le maître mot pour décrire cette stratégie reste le contrôle : comme les dirigeants d'États totalitaires, les émirs de l'EI veulent avoir la main sur l'information et contrôler au mot près ce que les médias disent d'eux³. Mais les combattants djihadistes peuvent aussi avoir une approche plus pragmatique, voire opportuniste face aux professionnels de la presse. Ce constat s'applique particulièrement aux reporters étrangers qui ont eu le malheur de tomber entre leurs

mains. Pris en otage, ces journalistes constituent une importante source de revenus pour les groupes djihadistes. En Syrie, le commerce des otages est une véritable industrie, et la rançon pour un journaliste étranger peut atteindre, en fonction de sa nationalité, les dix millions de dollars.



↑
Abou Moussab Al-Zarqaoui



↑
Daniel Pearl (photo diffusée par ses ravisseurs)

Sur les cinquante-quatre journalistes détenus en otage dans le monde en 2015, vingt-six sont en Syrie – et l'immense majorité d'entre eux sont des journalistes locaux qui sont le plus souvent « arrêtés » et « jugés » par l'EI. Le dernier en date est néanmoins japonais : le freelance Jumpei Yasuda a été kidnappé peu après son entrée en Syrie, début juillet. Les exécutions interviennent en cas d'échec des négociations (pour Kenji Goto, Daech a fait monter les enchères jusqu'à quarante millions de dollars) ou lorsque le « politique » prend le dessus. Selon Romain Caillet, cela semble avoir été le cas pour James Foley et Steven Sotloff, tous deux ressortissants américains qui ont été, selon lui, assassinés « en représailles » contre la politique de Washington dans la région.

L'ultraviolence – notamment la décapitation filmée –, devenue en quelque sorte la « signature » des terroristes de l'État islamique, n'est pas une « invention » de Daech. Le premier journaliste à avoir subi cette infamie est le reporter américain Daniel Pearl du *Wall Street Journal* en février 2002 à Karachi (Pakistan). Un assassinat attribué au représentant local d'Al-Qaïda, Khalid Sheikh Mohammed. Jusqu'à

cette date, l'organisation d'Oussama Ben Laden s'était gardée de commettre de tels actes à l'égard des représentants de la presse. Pour le père de la victime, Judea Pearl, l'assassinat de son fils a créé un précédent dans le sens où les journalistes étaient dorénavant perçus par les islamistes comme des « agents d'une puissance étrangère »¹. Une analyse partagée par le journaliste britannique Patrick Cockburn, auteur du livre *Le Retour des djihadistes*², qui y voit une conséquence malheureuse de « l'embedment » de nombreux reporters dans l'armée américaine et britannique lors de la campagne d'Irak. Les images de ces journalistes juchés sur les chars américains à Bagdad continuent, selon lui, de hanter l'imaginaire djihadiste et de servir leur propagande. Les correspondants étrangers sont en somme considérés comme les « supplétifs » d'une armée d'occupation.

L'un des lieutenants de Ben Laden, le Jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui, fondateur de la branche d'Al-Qaïda en Irak, tué en 2006 par un raid américain, est considéré comme l'un des principaux inspirateurs de Daech. Zarqaoui se rend rapidement célèbre par sa cruauté : les décapitations, y compris filmées, c'est lui ; les combinaisons orange des condamnés aussi, en référence à la tenue des prisonniers de Guantanamo. « Lorsque Ben Laden avait un message pour le monde, il réalisait un enregistrement soigné, dans lequel il développait, dans la longueur et en multipliant les références religieuses et politiques, sa vision du monde. Lorsque Zarqaoui vient délivrer son message, on le voit apparaître un couteau à la main », écrit le journaliste Nicolas Hénin, ancien otage français de Daech³. « Il anonne quelques mots, puis décapite son otage (...) avant de poster le film sur Youtube. Le corpus idéologique est réduit à sa plus simple expression. Pas de longue dissertation. On aurait envie de dire qu'il n'y a pas de message. En fait, la violence est le message », poursuit-il.

1.

Interview dans le *Washington Post*, 21 février 2012

2.

Le Retour des djihadistes, Équateur documents, 2015.

3.

Jihad Academy, Fayard, 2015, p 214-215.

1. Pour les spécialistes de l'islam, il est néanmoins difficile de rattacher la politique de Daech envers les médias à une quelconque doctrine théologique, aussi extrémiste soit-elle. Certains y voient une mise en œuvre des préceptes du pamphlet djihadiste *Gestion de la barbarie*, attribué à un certain Abou Bakr Naji. Daté de 2007, ce texte est considéré comme le *Mein Kampf* des islamistes. La référence aux médias y est omniprésente, mais uniquement sous le prisme de la « guerre de l'information » : selon ce texte, il s'agit à travers les attentats et les violences de « détruire le prestige des États-Unis », et notamment leur « aura médiatique ».

2. Jamais revendiquée par Daech, une autre filiation s'impose néanmoins avec les exactions commises contre la presse en Algérie, notamment par les islamistes du GIA, pendant la guerre civile du début des années 1990. Artistes, écrivains, chanteurs, dramaturges et surtout journalistes y étaient désignés nommément comme des « ennemis de l'islam ». L'un des émirs du GIA, Djamel Al-Din Al-Afghani, a théorisé comme suit le ciblage des journalistes, assimilés à des « judéo-sionistes » et des « agents étrangers » et par conséquent des « cibles légitimes » : « Ceux qui combattent l'islam par la plume périront par la lame », dit-il. Les dirigeants du Front islamique du salut (FIS), vainqueurs des élections législatives de 1990, appellent tout d'abord les journalistes algériens à se « repentir » avant de publier une liste de noms de personnes à abattre. Le journaliste algérien Hassane Zerrouky dénombre 123 journalistes et employés de presse assassinés par balles ou décapités entre 1993 et 1997 : « Une tragédie à huis clos », écrit-il¹.

Le spécialiste de l'islam Mathieu Guidère distingue deux phases dans les rapports des terroristes de l'État islamique avec la presse. La première, entre 2012 et 2014, lorsque Daech s'en prenait aux journalistes par opportunisme, dans le seul but de faire du « buzz ». « Lorsqu'ils tuaient cinquante personnes dans la population locale, pas une ligne n'était écrite à ce sujet dans la presse internationale, alors qu'en tuant un journaliste, ils créaient un buzz mondial. Ils recherchaient ce type de publicité pour se faire un nom », explique-t-il². Mais depuis juin 2014 et la prise de Mossoul, les choses ont évolué. Daech n'a plus besoin de cette publicité et cherche désormais à mettre l'accent sur la construction d'un État islamique – le califat. Le groupe ne cherche plus à kidnapper des journalistes, selon le chercheur, et essaie même d'instaurer une codification des relations avec les professionnels de l'information. À ce titre, les responsables du « service de presse » de Daech feraient même un tri entre journalistes hostiles et neutres, voire favorable à leur cause.

C'est à la lumière de ces éléments qu'il faut lire les « Onze commandements de Daech pour les journalistes à Deir ez-Zor », rendus publics en octobre 2014, peu après la prise de la province du même nom par les combattants de l'EI. On y distingue clairement la volonté de Daech de mettre en place un embryon de législation de la presse. Plusieurs articles se réfèrent directement à la charia et instaurent le contrôle de l'information par les « autorités ». Ainsi, le onzième commandement met en place une procédure sommaire d'accréditation et sept articles sur onze renvoient aux « services de presse de l'État islamique ». Les articles 2, 6, 7 et 9 énoncent une censure « classique » mais sans fard. Le premier article est le plus explicite et semble résumer à lui tout seul le rapport de Daech à la presse : les journalistes locaux sont sommés de prêter allégeance au calife Abou Bakr al-Baghdadi, chef suprême du califat et guide spirituel de ses sujets.

LES ONZE COMMANDEMENTS DE DEIR EZ-ZOR¹

1. Les correspondants doivent prêter le serment d'allégeance au calife Abou Bakr al-Baghdadi. Ils sont sujets de l'État islamique et, en tant que tels, sont obligés de prêter serment à leur imam.
2. Leur travail sera sous la surveillance exclusive du service de presse de l'EI.
3. Les journalistes peuvent travailler directement avec des agences de presse internationales (comme Reuters, AFP et AP), mais ils doivent éviter toutes les chaînes de télévision par satellite, internationales et locales. Ils n'ont pas le droit de leur fournir des éléments exclusifs ou d'avoir des contacts (son ou image) avec eux, à quelque titre que ce soit.
4. Les journalistes n'ont pas du tout le droit de travailler avec les chaînes de télévision répertoriées dans la liste noire des canaux luttant contre les pays islamiques (comme Al-Arabiya, Al-Jazeera et Orient). Les contrevenants seront tenus responsables.
5. Les journalistes peuvent couvrir des événements dans le gouvernorat avec des articles ou des photos sans devoir consulter le service de presse de l'État islamique. L'ensemble des articles et des photos publiés doivent porter le nom du journaliste et du photographe.
6. Les journalistes ne peuvent sortir aucun reportage (papier ou vidéo) sans consulter le service de presse de l'État islamique en premier lieu.
7. Les journalistes peuvent avoir leurs comptes de médias sociaux personnels et les utiliser pour diffuser des informations et des photos. Le service de presse de l'État islamique doit cependant avoir les adresses et les noms de ces comptes et pages.
8. Les journalistes doivent respecter la loi lorsqu'ils prennent des photos sur le territoire de l'État islamique et éviter de filmer les endroits et les événements sécurisés où il est interdit de prendre des photos.
9. Le service de presse de l'État islamique assurera un suivi du travail des journalistes locaux au sein du territoire de l'État islamique et dans les médias nationaux. Si un journaliste enfreint les règles en vigueur, il sera suspendu de ses fonctions et sera tenu responsable.
10. Les règles ne sont pas définitives et peuvent changer à tout moment selon les circonstances, le degré de coopération des journalistes et leur engagement envers leurs homologues des services de presse de l'État islamique.
11. Les journalistes reçoivent une licence pour effectuer leur travail après avoir envoyé une demande au service de presse de l'État islamique.

↑
En octobre 2014, dans la province de Deir Ez-Zor en Syrie, les combattants de Daech ont imposé 11 commandements pour réprimer la presse.

1.
Traduit par la Fabrique de l'info, site de l'institut de journalisme de Bordeaux-Aquitaine (IJBA)

2 UNE VIOLENCE DÉBRIDÉE CONTRE LES JOURNALISTES

Les exactions contre les journalistes se sont multipliées ces derniers mois dans les zones contrôlées par les groupes islamistes. Des Shebab à Daech en passant par Boko Haram, état des lieux des violences.

Ils ne cèderont pas. Pourtant, les journalistes du site « Raqqa est massacrée en silence » (*Raqqa is being slaughtered silently, RBSS*) ont encore perdu un membre de la rédaction à la mi-décembre 2015. Dernier en date sur une liste déjà longue. Ahmad Mohamed al-Moussa a été abattu à Idlib, en Syrie, par un groupe d'hommes masqués. Des membres de Daech ? Probablement. Déjà, en octobre 2015, des tueurs avaient poursuivi jusqu'en Turquie voisine deux reporters du site d'information, Ibrahim Abd El Kader et Fares Hammadi – décapités à Ourfa. Pour les survivants de RBSS, le doute n'est pas permis. Comment le serait-il, puisque les journalistes du site, qui tiennent et publient une liste des exactions (crucifixions, décapitations, viols...) envers les civils des régions aux mains de Daech (et plus particulièrement celles de Raqqa, depuis que le groupe de djihadistes a pris le contrôle total sur la ville, au printemps 2013), ont été, à l'instar de n'importe quel homme ou femme de média, menacés de mort par Daech. N'importe quel journaliste qui s'écarte des onze règles édictées par Daech peut recevoir le châtiment suprême : la crucifixion. En général, elle est précédée d'un premier châtiment, la décapitation. Des civils ont eu droit à cette double peine.

LE RISQUE DE LA CRUCIFIXION

1. « *Mosul journalists are dying amid resounding silence* », octobre 2015.

Ce sont les premières crucifixions, perpétrées par les membres de Daech sur des civils innocents en mars 2014, qui ont incité six journalistes de la région de Raqqa, en contact sur Facebook, à fonder un site en avril. Dès mai 2014, cependant, l'un des journalistes de l'équipe, Bellah Ibrahim al-Moutaz, était exécuté en place publique, à Raqqa, après avoir été arrêté à un *checkpoint* puis détenu pendant trois semaines. Signe que les militants de Daech avaient vite repéré la source des informations transmises à l'extérieur de leur fief sur leur façon de « gérer » la région.

Depuis, la liste des journalistes victimes de Daech n'a fait que s'allonger. En octobre 2015, Reporters sans frontières a publié un rapport élaboré conjointement avec le Journalistic Freedom Observatory (JFO), une ONG partenaire de RSF créée en 2004 et basée à Bagdad¹. Il décrit le calvaire de treize journalistes exécutés et de quarante-huit journalistes enlevés par Daech dans la seule ville de Mossoul. La liste, évidemment,

n'est pas exhaustive. Parmi les exécutions, celle de Maysaloun al-Jawadi, le 29 juin 2014. Cette journaliste, présentatrice de télévision pour la chaîne Al-Mosuliya depuis 2009, a, selon les informations recueillies par JFO, été kidnappée et incarcérée à la prison de Badouch. Là, elle a été torturée avant d'être fusillée. Son crime ? Sans doute, d'abord, celui d'être une femme journaliste.

D'autres, comme l'éditorialiste Fadel al-Hadidi, exécuté le 15 juillet 2014 après douze jours de détention et de torture, avaient le tort de vouloir penser et s'exprimer librement. Certains, enfin, comme Jala'a Adnan al-Abadi, un photjournaliste exécuté le 16 juillet 2015, avaient décidé de revenir à Mossoul faire leur travail d'information. Le jeune photographe, marié et père de deux enfants, avait déjà eu maille à partir avec Daech en juin 2014. Détenu pendant plusieurs jours et après un passage devant un tribunal islamique il s'était engagé, pour être libéré, à n'exercer aucune activité journalistique. Puis il s'était éloigné, trouvant refuge au Kurdistan. Cependant, entre les contacts avec d'autres journalistes ne laissant aucun doute sur la campagne de terreur qui se poursuivait à Mossoul, et les difficultés y compris financières auxquelles il était confronté en exil, il a choisi, « en toute connaissance de cause » précise le report RSF/JFO, de rentrer à Mossoul. Quelques semaines après son retour, des hommes de Daech ont fait irruption chez lui, lui ont confisqué son téléphone et son ordinateur portables, lui ont bandé les yeux et l'ont embarqué. Il aurait été exécuté quelques minutes après son arrivée dans un centre de détention.

→
Logo de « Raqqa is Being Slaughtered Silently »



UNE INDUSTRIE DES OTAGES

Exécutions, mais aussi kidnapping et torture, sans oublier les prises d'otages, sont les méthodes de base de Daech pour supprimer toute information, tout reportage sur les violations des droits humains systématiquement perpétrés par ses militants. Parmi les quarante-huit journalistes qui figurent sur la liste des kidnappés du rapport RSF/JFO, certains seraient toujours détenus dans des camps tels que celui de Tasfirat, de Badouch ou de Ghazlani. D'autres, environ vingt-cinq, ont été relâchés grâce à l'intermédiation de chefs de tribus. Ils dénoncent tous la torture qu'ils ont subie.

Hisham al-Hirbawi n'y a pas échappé. Il a été kidnappé avec son assistant le 18 juin 2014, alors qu'il filmait la vie quotidienne des gens de Mossoul pour un documentaire qu'il comptait vendre à l'une des deux chaînes de télévision pour lesquelles il travaillait. L'objectif de ses tortionnaires ? Savoir exactement en quoi consistait le travail des journalistes, et surtout, comment ces derniers faisaient pour communiquer avec leurs employeurs.

Hisham al-Hirbawi n'a eu la vie sauve qu'en raison de la rançon (20 000 dollars) qu'il a bien voulu faire verser à un membre de Daech, sans oublier son engagement à ne plus exercer son métier, tel que le lui demandait un tribunal islamique.

Daech ne s'en prend pas qu'aux journalistes locaux. Il affectionne également les reporters étrangers, gage d'un impact médiatique mondial. Son principe est plutôt la prise d'otage. Qui peut bien ou mal se terminer. Mal, comme dans le cas du journaliste japonais indépendant Kenji Goto, assassiné au début de l'année 2015 – en témoigne une macabre vidéo de sa décapitation. Ou bien, comme dans le cas de Nicolas Hénin, un reporter français indépendant, enlevé en juin 2013 et libéré presque un an plus tard, après un séjour aux mains de ravisseurs de Daech en Syrie.

Selon le rapport RSF/JFO d'octobre 2015, au-delà des quarante-huit journalistes enlevés (et souvent exécutés dans la foulée), dix reporters ou assistants ont été pris en otage ces derniers mois, sans que l'on n'ait d'indication sur leur sort.

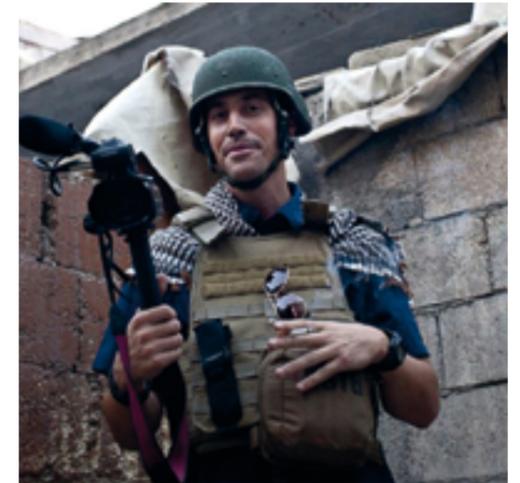
→
Capture d'écran de
la vidéo de l'exécution
du journaliste japonais
Kenji Goto



© VOCATIVE.COM



James Foley
↓



© NICOLE TUNG / AFP PHOTOS

↑
Naji Jerf, journaliste syrien
assassiné le 27 décembre
2015 en Turquie.

EN LIBYE, EN SOMALIE ET AU NIGERIA AUSSI

Daech n'est pas la seule « armée » islamiste à maltraiter les journalistes au nom d'une vision totalitaire de la liberté d'expression. D'autres font de même.

En Libye, depuis deux ans environ, les journalistes sont en butte aux exactions de groupes armés. Tous, certes, ne se revendiquent pas de l'islam radical mais pour l'une des victimes au moins, il n'y a pas de doute. Meftah Bouzid, un éditorialiste connu pour ses critiques envers les djihadistes locaux, a été tué en mai 2014 à Benghazi, fief du mouvement extrémiste, après avoir reçu des menaces claires sur le sort qui lui serait réservé.

En Somalie, ce sont les Shebab, affiliés à Al-Qaïda, qui ciblent les journalistes. Dernière action en date, en décembre 2015, qui n'a toutefois pas été revendiquée, même si elle porte leur marque de fabrique : l'assassinat de la journaliste de télévision Hindiya Mohamed, tuée dans l'explosion de sa voiture. La même méthode avait été utilisée le 21 juin 2014, lorsque Yousouf Ahmed Abukar, plus connu sous son nom de journaliste, Yousouf Keynan, reporter à Radio Ergo et à Mustaqbal Radio, a été tué alors qu'il se rendait à son bureau. Une bombe avait été placée sous le capot de sa voiture.

Pourquoi lui ? Parce qu'il critiquait les Shebab. Si les observateurs locaux ne peuvent être sûrs de l'identité des commanditaires – rien, en matière d'enquête et de justice, n'ayant été

entrepris – ils sont en tout cas certains que les activités journalistiques de Yousouf Keynan sont au cœur du « problème ». Certes, le gouvernement est loin d'être au-dessus de tout soupçon, mais si certains observateurs tendent à rendre le groupe islamiste responsable, c'est que ses exactions contre les médias sont bien connues. Déjà en 2010, les Shebab ont pris le contrôle d'environ dix stations de radio pour s'assurer qu'elles allaient diffuser des programmes « religieusement corrects ». Comme les autres groupes extrémistes, celui des Shebab a édicté ses propres règles en matière de « travail journalistique ». À cette doctrine de base s'ajoute un autre élément : des zones « *off-limits* » pour les journalistes. Ce qui s'y passe, nul ne le sait. Autant de trous noirs de l'information.

Le groupe Boko Haram, qui sévit au Nigeria depuis une dizaine d'années (et a fait allégeance à Daech en mars 2015), s'en prend aussi aux journalistes, considérant que ces derniers ne représentent pas « correctement » leurs activités dans les régions qu'ils occupent. Et revendique certains assassinats. Ainsi celui de Zakariya Isa, en octobre 2011, qui travaillait en tant que reporter dans le nord du pays ; ou celui Enenche Akogwu, quelques mois plus tard et pour les mêmes raisons. Depuis, il semble que l'organisation préfère attaquer les bureaux de journaux à la bombe, et se limite à menacer les reporters. C'est ce qui est arrivé à Adeola Akinremi. Rédacteur en chef du quotidien indépendant *This Day*, dans la région de Lagos, il avait commis un éditorial, le 8 mai 2015, qui avait déplu à la secte. Et pour cause, l'éditorial dénonçait tout projet d'amnistie pour les membres de Boko Haram. La réaction du groupe islamiste n'a pas tardé. Deux jours plus tard, le journaliste recevait un email sans ambiguïté : « Tu es un mort vivant et la proie des lions de l'Islam. Tu recevras une balle d'une voiture qui passera ou tirée d'un toit. Nous t'aurons. »



© DIPLOMATSO

↑
Des combattants du groupe islamiste somalien Shebab



© REUTERS/EMMANUEL BRAUN

↑
Des soldats de l'armée nigérienne brandissent un drapeau de la secte islamiste Boko Haram, en mars 2015

Au Pakistan, ce sont les Taliban qui tuent. Si le doute subsiste pour le dernier assassinat, celui perpétré contre un journaliste de télévision, Hafeez Ur Rehman, à Kohat fin novembre 2015, par deux hommes non identifiés, les Taliban ont revendiqué le précédent, celui de Zaman Mehsoud, journaliste dans la ville de Tank et salarié de Neo TV Network. Les Taliban avaient déjà laissé entendre qu'ils n'appréciaient pas la façon dont ils étaient « traités » par cette télévision pakistanaise, multipliant les offensives ces derniers temps : cinq attaques contre des journalistes au dernier trimestre 2015, dont un technicien de télévision et un journaliste assassinés à Karachi en septembre 2015 et un journaliste blessé par balle à Peshawar.

En outre, lors de leur brève prise de Kunduz, en Afghanistan, les combattants avaient prévenu : quiconque fournissait de l'information journalistique aux deux chaînes de télévision gouvernementales seraient tués... Aucun, apparemment, ne s'y est risqué.



↑
Claude Verlon (gauche) et Ghislaine Dupont (droite)

Au Mali, c'est AQMI qui est à la manœuvre. Al-Qaïda au Maghreb islamique, ou AQMI, a ainsi revendiqué en novembre 2014 l'assassinat de deux envoyés spéciaux de Radio France Internationale, Ghislaine Dupont et Claude Verlon à Kidal, dans le nord du pays. Enlevés à la sortie d'une interview au domicile d'un responsable de l'Azawad (mouvement national de libération touareg), ils ont été exécutés deux heures plus tard.

LA MACHINE DE PROPAGANDE DE DAECH

→ Intitulé « Principes pour l'administration de l'Etat islamique », ce document interne révèle comment le « califat » s'organise et prouve l'existence d'une « bureaucratie méthodique ».



1. « N'écoutez pas ce qu'on dit de nous, écoutez ce que nous avons à vous dire. » Répétée comme un mantra par les militants de Daech, cette phrase résume la stratégie médiatique de l'organisation terroriste¹. Si l'État islamique, autoproclamé à grand renfort de propagande en 2014, n'a d'« État » que le nom, en matière de liberté de la presse, le « califat » se comporte bel et bien comme un État totalitaire, exerçant un contrôle sans faille sur son image et éliminant avec une grande brutalité les voix dissidentes.

2. L'organigramme des médias de Daech dessine les contours d'un empire de presse aussi tentaculaire que puissant, dont le sommet de la pyramide remonte au plus haut de l'organisation terroriste. Début décembre 2015, le quotidien britannique *The Guardian* révélait un document interne de l'organisation qui décrit minutieusement le fonctionnement administratif du « califat » autoproclamé². Son chapitre 10 porte sur les médias, considérés comme « essentiels pour l'accomplissement des objectifs » de Daech. Un organisme baptisé « Fondation Base », disposant de plusieurs branches médiatiques, est chargé de superviser le travail des bureaux régionaux. La Fondation Base dépend directement du « bureau du Calife » (*Diwan al-Khalifa*) et agit de concert avec les plus hauts gradés militaires et sécuritaires de l'organisation, précise le document.

Le *think tank* britannique Quilliam, spécialisé dans le contre-terrorisme, publie dans son dernier rapport un schéma encore plus précis du fonctionnement de la machine de propagande de Daech³. La Fondation Base, appelée ici « Centre de commandement des médias de l'EI », gère sept branches médiatiques possédant chacune sa spécialité propre (vidéo, texte, photo, radio, traductions...) : les fondations Al-Furqan, Al-Itisam, Al-Himma, Ajnad, la radio Al-Bayan, Al-Hayat Media center et l'agence A'maq. Cette entité, probablement située à Raqqa, la « capitale » syrienne de Daech, centralise les

flux en provenance des trente-huit « bureaux d'information » à travers le monde – essentiellement en Irak et en Syrie mais aussi en Afghanistan, en Afrique de l'Ouest, dans le Caucase, en Algérie, Égypte, Yémen, Libye, Tunisie, Arabie saoudite... Une véritable multinationale, à la tête de laquelle trônerait Abou Mohammed Al-Adhani, principal porte-parole du califat, présenté par certains comme l'un des « cerveaux » des attentats du 13 novembre 2015 à Paris.

Dans les territoires qu'elle contrôle, les médias de l'organisation terroriste ont pignon sur rue : cinq chaînes de télévision et la radio Al-Bayan à Mossoul, en Irak, deux autres chaînes à Raqqa ainsi que le magazine *Dabiq*, publié en plusieurs langues et destiné à un public occidental. Aux dernières nouvelles, c'est à la « rédaction » de ce journal qu'aurait été assigné John Cantlie, le reporter britannique détenu en otage par Daech et utilisé comme vecteur de propagande supplémentaire. Mais c'est surtout sur – et grâce – à la Toile que l'État islamique existe : l'essentiel de sa guerre de communication passe par le web. L'organisation possède des centaines de sites internet et des dizaines de milliers de comptes sur les réseaux sociaux où ses campagnes de communication deviennent rapidement virales. Pour beaucoup, Daech ne serait pas Daech sans la puissance du réseau mondial et l'habileté avec laquelle ses militants l'utilisent. « Nous sommes dans une ère nouvelle où des groupes terroristes comme l'EI utilisent les réseaux sociaux pour réinventer leur mode de recrutement et la planification des attaques », estime la sénatrice américaine Dianne Feinstein, co-auteur d'un projet de loi pour faciliter l'obtention d'informations auprès des grandes entreprises américaines du secteur¹.



1. Agence France-Presse, 13 décembre 2015

← Image de propagande réalisée par et pour l'État islamique

LES « ÉMIRS DE L'INFO »

Regroupés dans des « brigades médiatiques », les acteurs de la propagande de Daech sont des cadres importants sinon essentiels dans le fonctionnement du « califat ». Certains ont déjà une expérience de la presse : ils sont ex-journalistes, vidéastes amateurs, animateurs de forums et de sites internet, etc. ; d'autres l'acquièrent sur place. Tous passent aussi par une formation militaire de quelques mois qui leur enseigne le maniement des armes et des explosifs avant de rejoindre le front médiatique. Armés d'une caméra plutôt qu'une Kalachnikov, ils ont le même statut que les combattants mais bénéficient de nombreux avantages financiers et matériels. Certains sont payés jusqu'à sept fois plus que le fantassin de base, ont droit à une voiture de fonction, un smartphone et un équipement informatique dernier cri. Ils sont

2. « Inside the surreal world of the Islamic State's propaganda machine », *The Washington Post*, 20 novembre 2015.

1. Dans *The Independent*, 6 octobre 2015. Rien que sur Twitter, Daech est mentionné 2 millions de fois par mois.

exemptés d'impôts ; parfois, leur famille est même logée dans l'une des « villas » que le califat met à disposition de ses cadres les plus méritants. Les plus expérimentés d'entre eux sont en fait traités comme les « émirs », l'équivalent des officiers supérieurs de l'organisation terroriste. À ce titre, ils sont aussi désignés comme des « cibles militaires » par la coalition internationale ; certains d'entre eux ont été tués lors de frappes ciblées.

Abou Hajer, une ancienne recrue des djihadistes qui a fait défection en 2015, se souvient d'une « véritable armée médiatique » à l'œuvre entre Raqqa et Mossoul. Ce jeune Marocain est issu d'un groupe d'une dizaine de déserteurs interviewés à travers le monde par le *Washington Post* ; certains font justement partie de ces brigades médiatiques de Daech². Ils décrivent un système très hiérarchisé, mais aussi cloisonné à l'extrême. Les photographes et cameraman sont les « ouvriers » d'une élite, ce sont eux qui fournissent la matière première pour la propagande. Ils reçoivent leurs consignes le matin, sur un bout de papier portant le drapeau de Daech et le sceau de l'émir, qui se borne à leur indiquer le lieu du tournage mais jamais le sujet. Cela peut être une décapitation, une tuerie de masse comme un repas de rupture de ramadan, des fiançailles ou le coucher du soleil dans le désert. Ils remettent ensuite leurs images aux réalisateurs et « producteurs » de l'unité médiatique. Les commentaires, le format définitif, ou encore le timing de la diffusion sont du ressort des plus hautes autorités de Daech – un signe de l'importance accordée à la propagande par le groupe. Chevilles ouvrières de la communication de Daech, les membres des « brigades médiatiques » vivent certes dans un univers de privilèges mais aussi de coercition et de surveillance. Toute initiative personnelle est bannie et l'objection n'est pas une option « Vous savez que vous pouvez à tout moment prendre la place des suppliciés que vous filmez », explique Abou Hajer.

→ Des enfants-soldats enrôlés par Daech s'entraînent dans des écoles d'endoctrinement.



© MIRROR.CO.UK

L'UTOPIE DJIHADISTE

Pour le chercheur Charlie Winter du *think tank* britannique Quilliam, la propagande de Daech frappe d'abord par son volume, puis par sa variété et enfin par sa qualité. Tous les jours, l'organisation terroriste lance une impressionnante salve de communiqués de presse, des photos, vidéos et de chants patriotiques – les « anachids » – qui font un tabac sur la Toile. « Jusqu'à quarante pièces de propagande quotidienne », dit-il. Sans compter les activités de l'organisation sur les réseaux sociaux¹. Quilliam a analysé de près la production mensuelle de Daech, soit 1 146 documents publiés entre le 17 juillet

et le 15 août 2015. Ce qui est, à peu près, la moyenne mensuelle du groupe : on estime la production médiatique annuelle de Daech à quelque 15 000 documents, dont 800 vidéos et une vingtaine de magazines – le tout en onze langues, dont le mandarin.

Première surprise : contrairement à ce que l'on aurait pu imaginer, surtout en Occident où Daech est connu pour ses atrocités, les images de « violences brutes » (décapitations et autres assassinats de masse) ne constituent « que » 2,13 % de ces images. Les vidéos « guerrières », dans lesquelles l'organisation scande la force et la détermination de ses combattants à grand renfort de matériel militaire et de 4x4 rutilants représentent 37,12 % des images analysées. L'ennemi y est invisible.

Mais plus de la moitié de la propagande de Daech (52,57 %) reste consacrée à la vie quotidienne du « califat », présenté comme une utopie à portée de main. L'opération consiste à montrer les territoires administrés par Daech comme un État fort, certes, mais aussi miséricordieux et dans lequel il fait bon vivre. La qualité de la nourriture y est vantée, la richesse des souks et la variété de sa nature préservée... Un vrai pays de Cocagne ! Les djihadistes y apparaissent en train de construire des hôpitaux et des écoles, de s'occuper de la voirie et de l'embellissement des villes et même de régler la pêche dans l'Euphrate afin d'en préserver la richesse biologique. À cela s'ajoutent les scènes de mariages et de camaraderie entre combattants de différentes nationalités.

Selon le *think tank* Quilliam, ces images, très peu diffusées par la presse occidentale, sont en fait destinées à un tout autre public. Il s'agit ici de convaincre les sunnites de la région, mais aussi du monde entier, que le « califat » représente une véritable alternative sociale, un État viable et une terre d'accueil non seulement pour les guerriers d'Allah mais aussi pour les ingénieurs, les médecins, les agronomes et les femmes¹.

DES ORFÈVRES DE L'HYPERVIOLENCE

Même si elles ne correspondent qu'à une goutte d'eau dans la production médiatique de Daech, les images ultraviolentes du groupe terroriste restent sa « signature » et son principal vecteur de propagande. Elles sont surtout destinées à impressionner l'Occident, à faire peur, mais aussi à attirer de nouvelles recrues prêtes à se sacrifier pour la cause islamiste. Ces images deviennent presque automatiquement virales sur la Toile et permettent à Daech d'occuper la une des médias à peu de frais. Pour cela, l'organisation est prête à repousser toujours un peu plus loin les limites de la barbarie. Las des prisonniers brûlés dans des cages, attachés aux colonnes de Palmyre avant d'être explosés, exécutés en masse d'une rafale de Kalachnikov ou décapités, ses militants explorent sans cesse de nouveaux types de perversions et de supplices. Les plus récents ? L'utilisation d'enfants pour commettre les assassinats, ou la mise à mort par écartèlement non pas à l'aide de chevaux comme au Moyen Âge mais, affichage de modernité oblige, de puissants véhicules tout-terrain.

À cette surenchère permanente dans l'horreur s'ajoute un soin particulier à la mise en scène, avec des moyens techniques dignes d'une grande production télévisuelle. Des témoignages font état de l'utilisation d'une grue pour les plans en travelling (lors de la tuerie de masse sur une plage libyenne notamment) et la présence de plusieurs opérateurs pour la variété des prises de vue lors des exécutions². Le cadre, l'éclairage, le moment de la journée : rien n'est laissé au hasard dans des tournages qui peuvent durer plusieurs heures. Au montage, des effets spéciaux sont parfois utilisés. Abu Abdullah, un autre cameraman « repenté » interviewé par le *Washington Post* raconte que, sur le terrain, c'est souvent les « gars » de l'équipe média qui donnent le top d'une exécution et non pas le bourreau.

1. *Documenting The Virtual « Califate »*, octobre 2015, op. cit.

2. Dans « Le secret des sources » du 12 décembre 2015, avec Luc Matthieu (*Libération*), David Thomson (*RFI*) et Hala Kodmani (*L'Express*) et Éric Biégala (*France Culture*).

JOHN CANTLIE, UN OTAGE INSTRUMENTALISÉ

1. Notamment le 18 septembre et le 28 octobre 2015,

Dans le dispositif de propagande de Daech, le Britannique John Cantlie a une place particulière. Il est, à ce jour, le seul journaliste occidental utilisé à temps plein par l'État islamique et dont la mission est de montrer « la réalité » dans les territoires occupés par les djihadistes. Mais évidemment, le contenu de ses reportages, très professionnels sur la forme, reste entièrement sous le contrôle de ses geôliers. En se livrant à cet exercice contraint, le reporter joue certainement sa survie. John Cantlie reste un otage. Sa situation tout comme son instrumentalisation ont fait l'objet de plusieurs communiqués de Reporters sans frontières, dans lesquels l'organisation a dit son indignation et demandé sa libération¹. En vain.

Reporter aguerri ayant travaillé pour la BBC et *The Sunday Times*, le Britannique a été enlevé en novembre 2012 en compagnie du journaliste James Foley. Ce dernier a été assassiné, le 19 août 2014 et les images de sa décapitation diffusées par Daech. Ce sont les mêmes que Marine Le Pen a publiées mi-décembre 2015 sur son compte Twitter avant de les retirer. Quelques semaines plus tard, John Cantlie apparaît dans une autre vidéo, la première d'une série de huit, pour expliquer qu'il va désormais s'adresser à l'opinion occidentale au nom de ses geôliers. Sans cacher la réalité de sa condition : « Je sais que vous pensez que je dis ça car je suis forcé de le dire et que j'ai un pistolet sur la tempe et que je suis forcé de le faire. Oui, je suis un prisonnier, je ne peux le nier. Mais, voyant que j'ai été abandonné par mon gouvernement et que mon destin est désormais dans les mains de l'État islamique, je n'ai plus rien à perdre », lit-il face à la caméra. Dans les « publi-reportages » qui suivent, le reporter donne la parole à des combattants de Daech, promène sa caméra à Kobané, Mossoul et Alep pour y dénoncer les frappes de la coalition internationale et déplorer la mort de civils. En tenue orange lors de sa première intervention, John Cantlie se présente ensuite barbu et habillé comme les locaux. Dans les dernières vidéos, il a rasé sa barbe et a retrouvé son apparence d'Occidental sans que l'on sache si sa condition a véritablement évolué. Après une longue absence, qui a fait craindre pour son sort, John Cantlie réapparaît dans le numéro 12 de *Dabiq* publié le 18 novembre, soit quelques jours après les attentats de Paris. Il y signe une « revue de presse internationale » sur la possibilité d'une « trêve » avec l'État islamique. Il porte de nouveau une combinaison de prisonnier, de couleur jaune cette fois, comme celles des prisonniers de l'ancienne prison de Camp Bucca, en Irak, dans laquelle furent détenus certains cadres de Daech dont son fondateur Abou Bakr al-Baghdadi.



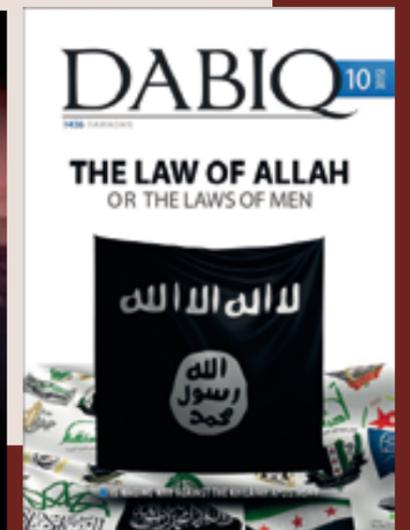
← Image de propagande réalisée par et pour l'État islamique

MANIPULATION SUR PAPIER GLACÉ

La revue *Dabiq*, qui en est à son douzième numéro, porte le nom d'une petite ville syrienne près d'Alep qui occupe une place centrale dans l'imaginaire guerrier et religieux des militants de Daech. C'est ici que, selon leur lecture du prophète, aura lieu la confrontation finale entre l'armée des croisés et les soldats d'Allah. En attendant, ce magazine en langue anglaise continue, tous les deux mois environ, à diffuser leur propagande auprès du public occidental. Imprimé quelque part à Raqqa sur papier glacé, ce magazine dont le contenu est validé au plus haut niveau de Daech se veut la vitrine médiatique du califat. Maniant les mots et les images comme des bâtons de dynamite, l'objectif principal de *Dabiq* est de continuer à recruter des sympathisants en Occident, incitant les Musulmans à faire leur *hijra* (émigration vers un pays musulman) sur les terres de l'EI et, sinon, à commettre des attentats là où ils se trouvent.

Les idéologues de l'EI usent ici, comme avec les reportages de John Cantlie, de l'artifice journalistique – une maquette soignée, des titres et des photos accrocheurs voire des « scoops » – pour faire mieux passer leurs idées mortifères. Le dernier numéro de *Dabiq*, intitulé « *Just Terror* », fait l'apologie des attentats de Paris du 13 novembre dernier. Des éditions moins fournies de *Dabiq*, imprimées parfois sous d'autres noms, existent dans les principales langues européennes, mais aussi en russe et en turc. La publication française, appelée *Dar Al-Islam*, en est à sa septième édition. Sorti fin novembre, ce numéro détourne en couverture l'une des photos emblématiques des attentats de Paris (deux policiers en pleurs s'étreignant devant le Bataclan), affublée du titre « La France à genoux ». Autre particularité de l'édition hexagonale : Daech y appelle explicitement à tuer des enseignants, vus comme des gardiens de la laïcité et par conséquent « en guerre ouverte contre la famille musulmane ».

→ Couverture des magazines *Dar Al Islam* et *Dabiq*, respectivement en novembre 2015 (gauche) et juillet 2015 (droite)



LE REPORTAGE SUR LES TERRES DU DJIHAD : MISSION IMPOSSIBLE ?

Délicat, suicidaire, même, d'enquêter sur le terrain du djihadisme pour des reporters ? Pourtant, malgré les menaces, des journalistes qui entendent bien sortir vivants de leurs reportages se risquent sur les terres de Daech, d'Al-Qaïda, des Shebab somaliens et autres Boko Haram. Comment s'y prennent-ils ?

1. *Huffington Post* En vivant dans le ventre du monstre. Medyan Dairieh, reporter de guerre palestinien résidant au Royaume-Uni, est le premier à avoir intégré le cercle des combattants de Daech à Raqqa, en Syrie. Pour raconter l'organisation de l'État islamique et l'endoctrinement des enfants par Daech, le photo-journaliste s'est immergé. Une enquête de trois semaines, en juin 2014, pour le compte de *Vice News*, rendue possible grâce aux très nombreux contacts professionnels noués dans la région par Medyan Dairieh lors de précédents reportages. Rompu à ce type de travail en terrain hostile, Dairieh s'était déjà rendu en Syrie en 2013 pour le site Internet *Vice News* dans le but de suivre les rebelles du Front Al-Nosra, groupe djihadiste affilié à Al-Qaïda. Une expérience sans laquelle il n'aurait jamais été envoyé sur place, affirme Kevin Sutcliffe, chef de la rubrique actualités du site *Vice News* en Europe, qui qualifie Medyan Dairieh de « véritable poids lourd » du métier¹.

S'il ne se considère pas comme un journaliste, l'auteur et ancien parlementaire allemand Jürgen Todenhöfer (74 ans) est, lui, le premier occidental à avoir réussi à pénétrer sur le territoire contrôlé par Daech pour y réaliser un reportage. Avec son fils Frédéric, il a passé dix jours parmi les membres du groupe djihadiste et visité Raqqa, la capitale du califat auto-proclamé, Deir ez-Zor, en Syrie, et également Mossoul, en Irak, en décembre 2014. Avant d'embarquer, Jürgen Todenhöfer avait d'abord correspondu avec quelque quatre-vingts djihadistes allemands, pour se lier ensuite d'amitié avec deux. De quoi lui permettre ensuite de rencontrer des représentants du service de presse de Daech sur Internet, et non seulement faire accepter l'idée d'une enquête, mais en plus, de faire en sorte que Daech lui garantisse des conditions de travail sûres.

LES LIMITES DU REPORTAGE EMBEDDED

Si être « *embedded* » avec les combattants de Daech est l'un des moyens permettant aux journalistes de réaliser des reportages sur le territoire contrôlé par l'organisation djihadiste, l'exercice a ses limites. À commencer par la crédibilité des enquêtes réalisées. Comment, en effet, garantir la véracité d'une information obtenue sous contrôle ? D'abord, « il faut veiller à ce que les reportages effectués en immersion restent objectifs et ne servent pas uniquement de relais à la propagande de Daech », déclare la journaliste franco-syrienne Hala Kodmani, qui s'est rendue à Raqqa en 2013

pour une enquête sur Daech. Un équilibre toutefois difficile à trouver puisque, selon elle, « les journalistes qui travaillent en immersion doivent généralement accepter de se plier aux injonctions dictées par les groupes qui les accueillent ».

Kevin Sutcliffe, de *Vice News*, concède que si « Medyan Dairieh a pu avoir un accès sans précédent aux combattants de Daech en Syrie, il a été accompagné tout au long de son enquête par des membres du service de presse du califat. » C'est aussi ce qu'a vécu Jürgen Todenhöfer, qui reconnaît avoir été chaperonné par des djihadistes pendant toute la durée de son séjour en Syrie et en Irak, même s'il estime avoir bénéficié d'une réelle liberté pour réaliser son reportage.

Bien qu'ils aient été réalisés « sous escorte » de combattants djihadistes, ce qui peut poser « un certain nombre de questions en matière d'indépendance journalistique », les reportages de Medyan Dairieh et de Jürgen Todenhöfer revêtent néanmoins un intérêt réel, estime le journaliste français Thomas Dandois, auteur ces dernières années de plusieurs enquêtes sur le mouvement des Shebab somaliens. Ce reporter affirme ainsi être « convaincu que les journalistes ont le devoir d'aller partout pour faire leur travail et doivent donc accepter les contraintes qui s'imposent parfois à eux », l'essentiel étant selon lui « d'être transparent sur la façon dont s'est négocié le reportage et d'expliquer qu'il s'est fait sous certaines conditions. »



↑
Le journaliste allemand Jürgen Todenhöfer pendant une interview avec un djihadiste allemand parti en Syrie.

MINIMISER LES RISQUES SUR LE TERRAIN

Ces conditions, parfois âprement négociées, sont nécessaires à la sécurité des reporters envoyés sur place. Pour Hamid Mir, journaliste pakistanais connu pour avoir interviewé trois fois Oussama Ben Laden en Afghanistan entre 1997 et 2001 grâce à ses contacts noués avec les Taliban, « le risque fait partie intégrante du métier, mais aucune histoire ne mérite qu'on y laisse la vie. Il faut donc peser le pour et le contre et se demander si le jeu en vaut vraiment la chandelle », insiste ce professionnel de l'information, le seul à avoir rencontré Ben Laden après les attentats du 11 septembre.

« Il faut savoir minimiser les risques lorsque l'on se rend en terrain hostile », renchérit Hala Kodmani. En faisant preuve de discrétion, d'abord. Pour son enquête en Syrie en 2013, la journaliste avait choisi de ne prévenir de sa venue que la famille qui l'accueillait. « Les gens parlent beaucoup et risquent de vous mettre en danger, même involontairement, s'ils en savent trop sur vos activités », avertit-elle. Hamid Mir, quant à lui, insiste sur l'importance de certaines formalités et rappelle qu'il toujours mis sa hiérarchie au courant de ses interviews avec Oussama Ben Laden.

Thomas Dandois admet que la prudence a parfois pris le pas lorsque la situation ne permettait pas de procéder autrement. Quand il a jugé trop dangereux d'aller à la rencontre des miliciens shebab qui contrôlaient en 2010 une grande partie de Mogadiscio, la capitale somalienne, le reporter a préféré confier sa caméra à un de ses contacts locaux, lui-même journaliste, en qui il avait pleinement confiance pour qu'il réalise l'interview d'un combattant du mouvement rebelle.

© SAEED KHAN / AFP PHOTO



L'ART D'ENQUÊTER À DISTANCE

Face aux menaces qui pèsent sur eux, certains journalistes optent pour l'enquête à distance. Un paradoxe pour du journalisme de terrain ? Pas tant que cela... Les zones contrôlées par Daech sont beaucoup moins opaques qu'il n'y paraît. L'information filtre, largement même. « On est dans une situation complètement folle, où tout ce qui se passe en Syrie est documenté, s'étonne le journaliste français David Thomson. C'est une zone inaccessible pour l'ensemble des journalistes de la planète mais paradoxalement, on en a une connaissance immédiate et très bonne. »¹

« Il n'est pas nécessaire de donner la parole aux combattants pour couvrir la situation dans une zone contrôlée par une organisation djihadiste », affirme la journaliste franco-syrienne Hala Kodmani, qui travaille désormais à la frontière turque. Elle concentre son attention sur ceux qui ont fui la Syrie et sur les habitants qui peuvent témoigner de ce qu'est la vie quotidienne sous la loi de l'organisation État islamique. Elle dispose de très nombreux contacts en Syrie et s'adresse à ses réseaux de militants et de journalistes-citoyens sur le terrain pour corroborer ses informations.

S'approcher au plus près des zones contrôlées par Daech sans pour autant y pénétrer, c'est également le choix qu'a fait Jérôme Fritel en novembre 2014 pour réaliser son reportage *Daech. Naissance d'un État islamique*, diffusé sur la chaîne franco-allemande Arte. Le journaliste a passé trois semaines en Irak et une semaine à la frontière entre la Turquie et la Syrie pour rencontrer ceux qui vivent dans les territoires tenus par Daech, témoins de la montée en puissance de l'organisation. « Si elle est presque infranchissable pour les professionnels de l'information, la frontière invisible qui sépare les territoires de Daech du reste du pays est en réalité assez poreuse. Les habitants vivant dans les zones que contrôle Daech font régulièrement des allers-retours et il est donc possible, en allant à leur rencontre, d'avoir une idée assez précise de ce qui se passe sur place sans s'y rendre », explique-t-il. Le reporter et son cameraman « ne sont jamais restés plus de quelques jours au même endroit » pendant toute la durée de l'enquête, « pour ne pas risquer d'être repérés ».

1. La Fabrique de l'info

RAQQA IS BEING SLAUGHTERED SILENTLY

Créé en avril 2014, le collectif *Raqqa is being slaughtered silently* (RBSS) réunit une vingtaine de journalistes-citoyens qui se sont donné pour mission d'informer sur la vie à Raqqa, capitale auto-proclamée de Daech. Ce collectif constitue, à travers son intense activité sur les réseaux sociaux et ses liens avec la presse internationale, une des rares sources d'informations crédibles et indépendantes sur les exactions perpétrées par les membres de Daech. Un travail particulièrement difficile et dangereux puisque l'organisation djihadiste considère RBSS comme « un ennemi de Dieu » et se livre à une chasse impitoyable à l'égard de ses journalistes. Au moins deux collaborateurs de RBSS ont ainsi été assassinés par Daech. En octobre 2015, Ibrahim Abdelkader a été décapité par l'organisation terroriste dans l'appartement qu'il occupait dans le sud-est de la Turquie. En mai 2014, c'est Bellah Ibrahim al-Moutaz qui a été assassiné après avoir été kidnappé par Daech.



LES EFFETS COLLATÉRAUX DE LA LUTTE CONTRE LE DJIHADISME

Les effets collatéraux de la « guerre de l'ombre » contre le terrorisme n'ont pas tardé à s'abattre sur les médias. Lutte antiterroriste et liberté de la presse ne font pas toujours bon ménage. Partout dans le monde, des journalistes se retrouvent sur le banc des accusés sous toutes sortes d'allégations fallacieuses : complicité, apologie et même « espionnage » pour le compte des terroristes. Ils ne faisaient pourtant que leur travail.



↑
L'État égyptien, dirigé par le général al-Sissi, musèle la presse sous prétexte de lutte anti-terroriste.

C'est certainement en Syrie que le prétexte de la lutte antiterroriste a été le plus massivement utilisé par le régime pour emprisonner, torturer et tuer des reporters. Le 16 février 2012, par exemple, c'est toute l'équipe du Syrian Center for Media and Freedom of Expression (SCM) qui est enlevée et détenue par les services de renseignements de l'Armée de l'air. Son directeur Mazen Darwich et ses deux plus proches collaborateurs, Hussein Ghareer et Hani Al-Zitani, restent prisonniers jusqu'à l'été 2015. Leurs collègues Mansour Omari et Abd al-Rahman Hamada sont libérés sous caution en février 2013. Détenus et placés au secret pendant plusieurs mois, tous ont été maltraités et torturés.

Selon l'acte d'accusation émis le 27 février 2012, les cinq membres du SCM furent poursuivis pour « publicité d'actes terroristes », en application de l'article 8 de la loi antiterroriste, promulguée par le président Bachar Al-Assad au début de cette même année. Le SCM avait eu le seul tort de publier des rapports sur la situation des médias en Syrie et sur les personnes détenues, disparues, recherchées et tuées dans le contexte du conflit syrien. Les trois hommes ont pu bénéficier d'une amnistie décrétée en juin 2014 ; mais ils n'ont été libérés qu'un an plus tard. En tout, Mazen Darwish et ses deux collègues auront passé plus de trois ans et demi derrière les barreaux. Le 12 décembre 2015, au siège de RSF à Paris, le blogueur Hussein Ghareer affirmait que leur libération s'inscrit dans une opération de relations publiques du régime syrien en vue de reprendre langue avec la communauté internationale.

Parfois, nul besoin d'être suspecté de sympathies pour Daech pour être inquiété. Le prétexte de la lutte antiterroriste permet quelques ajustements avec la réalité – même historique. Le mouvement des Frères musulmans en Égypte en est un exemple criant. Fondée en 1928 à Ismailia, au nord-est de l'Égypte, cette confrérie rigoriste qui a pignon sur rue dans de nombreux pays a été déclarée opportunément « terroriste » par le nouveau gouvernement, quelques mois après la destitution par l'armée du président Mohamed Morsi, le 3 juillet 2013. Un moyen de répression contre les membres des Frères musulmans mais aussi, du coup, contre de nombreux professionnels de la presse, accusés de complicité ou d'appartenance à la confrérie. C'est le cas pour la plupart des vingt-trois journalistes actuellement emprisonnés dans les geôles égyptiennes.

Parmi eux, le photjournaliste Mahmoud Abou Zeid, connu sous le pseudonyme Shawkan, a été arrêté alors qu'il couvrait les affrontements entre forces de l'ordre et militants pro-Morsi le 14 août 2013. Accusé notamment de « meurtre », « tentative de meurtre » et « appartenance à un groupe interdit », Shawkan est, depuis, détenu illégalement dans la prison de Tora au Caire – la détention provisoire ne devant pas dépasser les deux années selon la loi égyptienne. Son procès, et celui de quelque sept cents autres détenus, s'est ouvert le 12 décembre 2015 pour être aussitôt reporté « faute de place » pour juger autant de personnes. À plusieurs reprises, RSF a demandé sa libération immédiate et l'abandon des charges contre lui. En vain.



© CRJ.ORG

↑
Mahmoud Abou Zeid

Le 23 septembre 2015, c'est une grâce présidentielle qui a mis fin à la détention de deux journalistes du bureau d'Al-Jazeera au Caire, Mohamed Fadel Fahmy et Baher Mohamed. Arrêtés en 2013 en compagnie de leur collègue australien Peter Greste (expulsé en février 2015), ils ont été accusés de « soutien à une organisation terroriste » et « diffusion de fausses nouvelles » avant d'être condamnés à de lourdes peines de prison (entre sept et dix ans). Ils auront passé en tout plus de quatre cents jours derrière les barreaux, dont plusieurs mois à l'isolement. Leur libération est le fruit d'une intense campagne internationale de plusieurs ONG (dont RSF) et les protestations de nombreux alliés de l'Égypte, y compris des États-Unis. L'acharnement des autorités égyptiennes contre Al-Jazeera s'explique par le soutien supposé de la chaîne, financée par le Qatar, aux Frères musulmans. Il est désormais interdit aux médias de posséder ou de diffuser des documents émanant des Frères musulmans et les manifestations en leur soutien sont violemment réprimées par les autorités, qui n'hésitent pas à ouvrir le feu à balles réelles contre les photographes qui les couvrent.



© POSTEDEVEILLE.TYPEPAD.COM

← En Egypte, être assimilé aux Frères musulmans peut conduire un journaliste en prison.

Élevée au rang de priorité par les États, la lutte antiterroriste tolère difficilement la critique et a érigé la discrétion, voire l'opacité, en principe absolu. De là à entraver le travail des journalistes qui couvrent les opérations contre les djihadistes il n'y a qu'un pas que bon nombre de pays n'ont pas hésité à franchir. C'est le cas de la France et du Mali, lors de l'opération militaire Serval de janvier 2013 contre les groupes islamistes du Sahel. Selon de nombreux témoignages recueillis par RSF, à l'exception de quelques reporters « *embedded* » avec les militaires, les journalistes internationaux et locaux ont été bloqués à une centaine de kilomètres du théâtre des opérations. Le 15 février 2013, RSF avait d'ailleurs réagi par communiqué, enjoignant les autorités des deux pays de cesser d'entraver le travail de la presse. « Les autorités françaises, secondées par les autorités maliennes, contrôlent strictement l'accès à l'information. Elles portent sérieusement atteinte à la liberté des médias en brandissant des arguments sécuritaires excessifs. Si l'on peut entendre les arguments de l'armée française qui prétend éviter les enlèvements et attentats visant les reporters, il n'empêche que le ministère de la Défense devrait assumer la responsabilité des valeurs démocratiques en facilitant l'accès direct des médias aux informations, plutôt qu'en les maintenant à distance comme il l'a fait jusqu'ici », déclarait alors l'organisation.

À plusieurs reprises, ces journalistes au Mali ont manifesté leur frustration de devoir se contenter des images et communiqués fournis par les autorités pour nourrir leur couverture des événements. Les quelques rares contacts avec le terrain, dans les villes libérées, ont eu lieu sous forte escorte des militaires et avaient, selon les témoignages, des faux airs de « voyage organisé ».

En Somalie, dans la corne de l'Afrique, c'est au nom de la lutte contre la milice islamiste des Shebab que les autorités se sont rendues coupables de nombreuses violations de la liberté de la presse. Depuis le 2 septembre 2014, toute mention de l'activité de ce groupe terroriste est interdite sur les ondes. De nombreuses radios indépendantes du pays, dont Radio Shabelle, se sont attiré les foudres des services de sécurité du pays pour y avoir contrevenu. La plupart sont aujourd'hui fermées. Leurs journalistes ont été longuement détenus et soumis à des interrogatoires musclés.

Parfois, l'amalgame entre travail d'information et terrorisme prend des proportions grotesques. Le 24 septembre 2013 au Maroc, Ali Anouzla, directeur de la version arabophone du site Lakome, a été inculpé « d'aide matérielle », « apologie du terrorisme » et « incitation à l'exécution d'actes terroristes » pour avoir publié un article sur la diffusion par la branche d'Al-Qaïda au Maghreb, l'AQMI, d'une longue vidéo de propagande sur le Maroc fustigeant la monarchie et appelant au djihad. Parce qu'il avait eu, pour étayer ses propos, le malheur de renvoyer sur le blog d'un journaliste du quotidien espagnol *El País* qui contenait un enregistrement de ladite vidéo, Ali Anouzla a passé plus de cinq semaines en détention provisoire avant d'être relâché le 25 octobre 2013. Officiellement, l'enquête est toujours en cours.

Au Cameroun, Simon Ateba a été, lui, accusé d'espionnage pour le compte de Boko Haram. Journaliste d'investigation, ce dernier s'était rendu dans le camp de Minawao, dans le nord du pays, pour un reportage sur les conditions de vie des réfugiés nigériens fuyant les exactions de ce groupe islamiste africain. Il a été arrêté le 28 août 2015 par les services de sécurité camerounais. « On m'a demandé à plusieurs reprises si j'étais un espion de Boko Haram », témoigne-t-il. Le journaliste a été libéré le 1^{er} septembre, après avoir passé « trois nuits et une journée dans une cellule puante », toujours d'après son témoignage publié sur les réseaux sociaux.

La lutte contre Boko Haram, qui terrorise les populations d'au moins quatre pays africains (Tchad, Niger, Nigeria et Cameroun), a mis en évidence le peu d'attachement à la liberté de la presse de ces pays. Au Nigeria, dont le nord est considéré comme le sanctuaire de Boko Haram, le gouvernement a décrété un quasi *black-out* sur les opérations militaires dans les zones concernées. Les autorités refusent toute assistance aux journalistes qui s'y aventurent. En juin 2014, l'armée a saisi à plusieurs reprises les éditions des principaux journaux du pays, suspectant les camionnettes du réseau de distribution d'être utilisées par des terroristes. Les journalistes locaux, eux, y ont surtout vu une mesure de rétorsion après la publication d'articles dénonçant l'incapacité des militaires à combattre Boko Haram, et leur probable noyautage par des membres de l'organisation terroriste.



© THENEWSNIGERIA.COM

← Simon Ateba, journaliste camerounais abusivement accusé d'espionnage pour le compte de Boko Haram.

REPORTERS SANS FRONTIÈRES assure la promotion et la défense de la liberté d'informer et d'être informé partout dans le monde. L'organisation, basée à Paris, compte dix bureaux à l'international (Berlin, Bruxelles, Genève, Madrid, New York, Stockholm, Tunis, Turin, Vienne, Washington DC) et plus de 150 correspondants répartis sur les cinq continents.

Secrétaire général : **CHRISTOPHE DELOIRE**

Responsable du bureau Maghreb & Moyen-Orient : **ALEXANDRA EL KHAZEN**

Secrétariat international

CS 90247

75083 Paris Cedex 02

Tel. +33 1 44 83 84 84

Web : www.rsf.org

**REPORTERS
SANS FRONTIÈRES**
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION